



Mémoire Vive des convois
des «45000» et des «31000»
d'Auschwitz-Birkenau

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 11 avril 2026

PROJET DE MOTION

Ce début d'année fut marqué par des événements politiques majeurs. D'abord le kidnapping d'un président élu par le peuple, Nicolas Maduro, Président du Venezuela par une superpuissance qui viole délibérément le droit international, méprise les aspirations des peuples à disposer d'eux-mêmes et à la Démocratie, s'appuie sur une idéologie qui prône la loi du plus fort, comme règle de gouvernance du monde, menace et n'hésite pas à renforcer la misère et la terreur dans les pays qui résistent à la ligne profondément réactionnaire des Etats-Unis. D'autant que les critiques à l'encontre des gouvernements en exercice dépendent étroitement de considérations géopolitiques de grandes puissances. On peut regretter que l'autoritarisme ne choque pas de manière uniforme. La guerre menée par la Russie en Ukraine en est à sa quatrième année, ayant fait des centaines de milliers de morts. La situation à Gaza et en Cisjordanie reste dramatique sans véritable solution politique. La Cours Internationale de Justice a d'ailleurs averti d'un risque de génocide à Gaza, la Cours Pénale Internationale délivré des mandats d'arrêt pour crimes contre l'humanité contre deux dirigeants israéliens et un dirigeant du Hamas, ce qui souligne la violence des conflits dans la région. Puis nous avons vu la répression sanglante du régime de la République Islamique d'Iran contre sa population à la suite d'un mouvement social. Malgré sa violence à l'encontre des citoyens et résidents, ce régime ne cesse d'obtenir des positions dans des commissions relatives aux droits humains au sein des Nations Unies. Dans ce contexte déjà mortifère, l'attaque contre ce pays par les Etats-Unis et Israël, a rencontré une réponse tout aussi mortifère et a embrasé tout le Moyen-Orient et le Liban. Les populations civiles de toute la région sont victimes des bombardements des deux côtés du front. Ces guerres aboutissent à un décompte des victimes particulièrement dramatique.

Ces événements témoignent de l'extrême dangerosité de ce monde, là où le droit international fondé après la chute des régimes fascistes en 1945 prévaut, il est maintenant bafoué par les mêmes États qui l'avaient mis en place. Ce changement n'est en aucun cas anodin et ouvre la voie à un monde où seule la puissance militaire compte dans le rapport de force. Nous devons affronter le risque de voir s'effondrer les relations internationales basées sur la diplomatie et les organisations internationales. Ces dernières ne sont pas parfaites, loin s'en faut, mais l'évolution qui s'annonce pourrait laisser libre court à une violence d'une autre ampleur, des guerres sans fin. Alors même que l'on ne peut pas faire la guerre pour la paix, les Etats du monde continuent de s'armer. A titre d'exemple le budget militaire de la France ne cesse d'augmenter et a même doublé en une dizaine d'années.

Le climat n'est pas plus rassurant au niveau national dans de nombreux pays. Cela témoigne d'une radicalisation que nous ne pouvons ignorer quel que soit l'échelon à laquelle elle s'exprime. En France, le contexte politique incertain causé par des politiques austéritaires et autoritaires renforce l'audience de l'extrême droite et la violence d'une droite radicale. Les résultats des dernières élections municipales ont montré la capacité du Rassemblement National à être élu dans des villes parfois importantes. L'extrême droite est désormais inscrite dans le jeu politique ordinaire comme en témoignent de nombreuses alliances entre « Les Républicains » et le RN. Cela aura des conséquences pour les classes moyennes et populaires, notamment pour les populations les plus précaires, sur des sujets comme les services publics et de proximité, la culture, la santé, l'éducation, et, nous l'observons encore récemment, libérera l'agressivité des groupes identitaires, xénophobes, antisémites comme cela l'est déjà dans certaines villes.

La démocratie repose sur une compétition politique libre, mais pas à n'importe quel prix. La diabolisation d'une partie de la gauche concomitamment à la dédiabolisation du RN/FN font, de surcroît, partie de la stratégie d'une partie de la classe politique qui veut imposer sa politique néolibérale à tout prix sans tirer les enseignements des résultats des élections à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale. Cette logique entraîne la France dans des compromissions de plus en plus assumées avec l'extrême droite (« effet Papen »). Le climat politique inquiète, d'autant que la gauche semble parfois peu encline à s'affirmer sur certains sujets qui relèvent pourtant de son histoire : notamment l'antifascisme et l'antiracisme.

Les comparaisons et analogies historiques doivent être faites avec précaution et circonspection, mais il n'empêche que devant l'extrême gravité de la situation, nous ne pouvons-nous économiser d'en faire. La volonté du pouvoir de maintenir une politique économique néolibérale, entraîne des conséquences sociales délétères, le renforcement d'une extrême droite raciste, antisémite et xénophobe et une économie en berne. Nous assistons à une banalisation des idées d'extrême droite dans les débats, la langue courante en porte la trace sur de nombreux sujets. Les enjeux de migrations, droits humains... sont actuellement évalués à l'aune du libéralisme et de la xénophobie et non plus en faveur de la liberté et de la dignité humaine. Tandis que ces politiques font des morts dans le désintérêt le plus total, une minute de silence a été organisée à l'Assemblée Nationale pour un militant néo-nazi qui n'a jamais caché son idéologie et la violence du projet politique dans lequel il s'inscrivait. Cette gestion politique est secondée par une mainmise des médias par 9 milliardaires pour certains avec un agenda politique assumé, comme Vincent Bolloré, Pierre Edouard Stérin ou Elon Musk. Cette la brutalisation du débat et l'extrême droitisation des contenus forment une situation semblable à l'accession au pouvoir des pires régimes. La gauche n'est pas exempte de critiques et a déçu. Mais elle peut, et doit proposer un projet qui réponde aux besoins de la société et de la planète pour contrer la violence à laquelle nous faisons face.

Plus que jamais, il importe pour les travailleurs et travailleuses, les mondes mémoriel, associatif, les syndicats et partis politiques de reprendre les mots du Front populaire « Nous faisons le serment solennel de rester unis pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour défendre et développer les libertés démocratiques et pour assurer la paix humaine »